

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
 Quelle que soit l'option choisie, notoir comme ceci la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this date and sign at the bottom of the form*
 A. Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire. / *I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.*
 B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / *I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.*

GROUPE OPEN

Assemblée Générale Mixte

Société Anonyme à Conseil d'Administration
 Au capital de 1 428 406,30 euros
 Siège social : 24-32 rue Jacques Ibert
 92300 - LEVALLOIS PERRET.
 RCS Nanterre B 348 975 087

Du 15 Mai 2019 à 9 heures 30
 Au 24-32 rue Jacques Ibert
 92300-LEVALLOIS PERRET

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account	
Nombre d'actions Number of shares	<input type="checkbox"/> Nominatif Registered <input type="checkbox"/> Porteur Bearer
Nombre de voix - Number of voting rights	<input type="checkbox"/> Single vote <input type="checkbox"/> Double vote

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST

Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou la Gérance à l'EXCEPTION de ceux que je signale en notifiant comme ceci la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
 I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box - like this for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou la Gérance, je vote en notifiant comme ceci la case correspondant à mon choix.
 On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this

1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	A <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>
10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	B <input type="checkbox"/>	G <input type="checkbox"/>
19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	C <input type="checkbox"/>	H <input type="checkbox"/>
28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>	31 <input type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>	34 <input type="checkbox"/>	35 <input type="checkbox"/>	36 <input type="checkbox"/>	D <input type="checkbox"/>	J <input type="checkbox"/>
37 <input type="checkbox"/>	38 <input type="checkbox"/>	39 <input type="checkbox"/>	40 <input type="checkbox"/>	41 <input type="checkbox"/>	42 <input type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>	44 <input type="checkbox"/>	45 <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>	K <input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
 - le donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf.
 - Je donne procuration (cf. au verso renvoi (4)) à M. Mlle, M. Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf.
 / appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf.

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
 In order to be considered, this completed form must be returned at the latest:

à la banque / to the bank sur 1^{ère} convocation / on 1st notification 12/05/2019
 à la société / to the company sur 2^{ème} convocation / on 2nd notification

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Cf. au verso (3)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
 See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4)

I HEREBY APPOINT: See reverse (4)

M. Mlle ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
 Adresse / Address

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement). Cf au verso (1)
 Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary). See reverse (1)

Date & Signature



CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

(1) GÉNÉRALITÉS

Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R 225-76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, le signataire est et/ou d'attribuer les compétences dans la zone réservée à cet effet; ses pouvoirs juridiques, prennent ainsi et s'exercent; si ces finalités figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les retirer, éventuellement, les restituer. Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner son nom, prénom et sa qualité. Si le signataire n'est pas l'administrateur légal, l'expert, etc.), il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.

Le formulaire est remis par une assemblée ou par les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R 225-77 du Code de Commerce).

Le mode des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (article R 225-81 du Code de Commerce). Ne pas oublier de la fois « le vote par correspondance » et le donne pouvoir » (article R 225-81 Code de Commerce). La version française de ce document fait loi.

(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE

Article L225-107 du Code de Commerce (extraits) :

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.

Par le calcul du quotient, il n'est tenu compte que des formules qui ont été reçues par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixes par décret en Conseil d'Etat.

Les formalités ne donnent aucun sens de vote ou expriment une abstention sans condition, comme des votes négatifs.

Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement remplir la case "le vote par correspondance" ou recto.

Dans ce cas, il vous est demandé :

- Pour les projets de résolutions proposés ou agréés par l'Organe de Direction :
- soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions ou ne notifiant aucune case.
- soit de voter "non" ou de voter "abstention" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions ou notifiant individuellement les cases correspondantes.
- Pour les projets de résolutions non agréés par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en notifiant la case correspondant à votre choix.

En outre, pour les cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposés lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pour ou Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir de vote délégué), en notifiant la case correspondant à votre choix.

Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte.

(1) GENERAL INFORMATION

This is the sole form provided by Article R 225-76 of the Code of Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian. If this information is checked/checked, please verify and send a photocopy.

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R 225-77 of the Code of Commerce).

The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (Article R 225-81 of the Code of Commerce). Please do not use both "I vote by proxy" and "I hereby appoint" (Article R 225-81 of the Code of Commerce). The French version of this document governs; the English translation is for convenience only.

(2) POSTAL VOTING FORM

Article L 225-107 of the Code of Commerce :

A shareholder can vote by using a postal voting form determined by the Board of Directors. Any other methods are deemed to be invalid.

Only the items received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by the Board of Directors, are valid to calculate the quorum.

The terms of the resolutions are given in the notification of the meeting which is sent with this proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R 225-77 of the Code of Commerce).

If you wish to use the postal voting form, you have to stroke the box on the front of the document : "I vote by proxy". In such event, please comply with the following instructions :

- For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can :
 - either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank,
 - or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice.
- For the resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.

In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between these possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity), by shading the appropriate box.

(3) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉSIGNÉE

Article L 225-106 du Code de Commerce (extraits) :

Pour toute procuration d'un actionnaire ou indication de mandataire, le président de l'assemblée générale envoie un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour simplifier tout vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉSIGNÉE

Article L 225-106 du Code de Commerce (extraits) :

1 - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le porteur avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

1° Lorsque les actions de la société sont détenues par une personne physique ou morale de son choix :

2° Lorsque les actions de la société sont détenues par une personne morale, les négociations sur un système multilatéral de négociation qui se déroulent aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'inflits, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur un liste ordonnée par l'ordre des conditions liées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.

Il - Le mandant ainsi que, le cas échéant, sa récépissé, son récépissé et communiqué à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

1° - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ont été modifiés en application de l'article L225-23 ou de l'article L225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer ou conseil d'administration ou un conseil de surveillance, selon le cas, un ou des sociétés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenus des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L225-23 ou de l'article L225-71. Les clauses contraires aux dispositions des articles précédents sont réputées non écrites."

Article L 225-106 du Code de Commerce

L'actionnaire, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, peut nommer un ou plusieurs mandataires pour le représenter à l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire par une personne autre que son conjoint ou le porteur avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

FORM TERMS AND CONDITIONS

(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING

Article L 225-106 du Code de Commerce (extraits) :

In the case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolution submitted or approved by the Board of Directors or the Management Board, or the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."

(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)

Article L 225-106 du Code de Commerce (extraits) :

1 - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.

He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice :

1° When the shares are admitted to trading on a regulated market ;

2° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the legislative and regulatory provisions that protect investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AMF, subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.

II - The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Council d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.

III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in Article L225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.

Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L225-23 or Article L225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds shareholder's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholder's meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L225-23 or Article L225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding subparagraphs shall be deemed non-existent."

Article L 225-106 du Code de Commerce

When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L 225-106, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a

solidarité, il est informé par son mandataire de tout (ou) lui permettront de mesurer le risque que ce dernier pour suivre un intérêt autre que le sien.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, le personnel pour le compte de laquelle il agit :

1° Contre, ou sans de l'article L 233-3 ; la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;

2° Est membre de l'équipe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui le constitue ou sans de l'article L 233-3 ;

3° Est employé par cette société ou par une personne qui le constitue ou sans de l'article L 233-3 ;

4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui constitue la société, ou sans de l'article L 233-3.

Cette information est également délivrée lorsque il existe un lien (familial) entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique présente dans l'une des situations énumérées aux 1°, 2°, 3° et 4°.

Lorsque le cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux articles précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.

Le candidat du mandat est notifié sans délai par le mandataire à la société.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."

Article L 225-106-2 du Code de Commerce

Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de réserver procuration pour la participation à l'assemblée d'une société mentionnée aux paragraphes 1 et 2 de l'article L 225-106, rend publique sa politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle expose alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.

Article L 225-106-3 du Code de Commerce

Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de porter à l'ordre du jour toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux paragraphes 1 et 2 de l'article L 225-106-1 ou des dispositions de l'article L 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.

Il n'est nul besoin de prouver les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L 225-106-2."

1° Controlling or carrying out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of article L 233-3.

This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above.

When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void. The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.

The conditions of application of this article are determined by a Council d'Etat decree."

Article L 225-106-2 of the Code of Commerce

Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to reserve proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the third and fourth subparagraphs of the article L 225-106, shall release its voting policy.

It can also release its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. It exercises then, for any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions.

The conditions of application of this article are determined by a Council d'Etat decree."

Article L 225-106-3 of the Code of Commerce

The commercial court of which the company's head office falls under can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company in the event of non-compliance with mandatory information envisaged from the third to seventh paragraphs of article L 225-106-1 or with the provisions of article L 225-106-2. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.

The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company in the event of non-compliance of the provisions of the article L 225-106-2."

If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of law No 78-17 of January 6, 1978 modified, especially about rights of access and deletion that can be exercised by interested parties nearby their caution.